



COMMUNIQUÉ DE PRESSE(+)

Dakar, le 26 juin 2019
Pour diffusion immédiate

GAMBIE : TROIS FEMMES ACCUSENT L'EX-PRESIDENT DE VIOLENCES SEXUELLES

Yahya Jammeh aurait contraint des jeunes femmes d'avoir des relations sexuelles avec lui. Certaines d'entre elles touchaient un salaire de l'Etat et travaillaient au palais présidentiel comme « protocol girls ». Elles témoignent aujourd'hui contre l'ancien président.

Trois femmes ont accusé l'ancien président de la Gambie, Yahya Jammeh, de viol et d'agression sexuelle alors qu'il était au pouvoir, ont annoncé Human Rights Watch et TRIAL International aujourd'hui. Selon les témoignages d'anciens responsables du régime gambien, des membres de l'entourage du président faisaient régulièrement pression sur des femmes pour qu'elles rendent visite au chef de l'Etat ou travaillent pour lui, et que ce dernier avait abusé sexuellement de la plupart d'entre elles par la suite.

Jammeh se trouve actuellement en Guinée équatoriale, où il a trouvé refuge après avoir perdu l'élection présidentielle de 2016, remportée par Adama Barrow. La Commission vérité, réconciliation et réparations gambienne (Truth, Reconciliation and Reparations Commission, TRRC) est en train de constituer des dossiers sur les violations des droits humains, y compris des cas de violence sexuelle, commises au cours des 22 années du règne de Jammeh. Human Rights Watch et TRIAL International appellent la TRRC et le gouvernement gambien à veiller à ce que les accusations de violences sexuelles et de viols commis par Jammeh ainsi que d'autres anciens hauts responsables fassent l'objet d'enquêtes approfondies et que, si elles sont avérées, les auteurs soient traduits en justice.

« Yahya Jammeh a piégé de nombreuses femmes gambiennes, les traitant comme ses choses », a déclaré Reed Brody, conseiller juridique à Human Rights Watch qui a dirigé l'enquête. « Mais le viol et l'agression sexuelle sont des crimes, et Jammeh n'est pas au-dessus des lois. »

Human Rights Watch et TRIAL International ont recueilli les témoignages de trois femmes qui accusent Jammeh de viol et d'agression sexuelle, ainsi que ceux d'une quatrième qui affirme que des collaborateurs de Jammeh l'ont emmenée dans un hôtel, apparemment dans le but d'abuser d'elle sexuellement. Human Rights Watch et TRIAL International ont également interrogé huit anciens représentants du gouvernement gambien et plusieurs autres témoins. Parmi les anciens fonctionnaires qui disent avoir eu directement connaissance des événements figurent deux hommes ayant travaillé pour le service du protocole à la State House (le palais présidentiel), quatre agents du service de protection rapprochée de Jammeh ou de la State House ainsi qu'un ancien haut responsable de l'agence nationale de renseignements. Ces personnes, de même que deux femmes témoins, ont souhaité rester anonymes. Fatou Jallow (connue sous le nom de Toufah), qui accuse Jammeh de l'avoir violée en 2015, a au contraire demandé que son nom soit révélé, souhaitant s'exprimer publiquement.

Les personnes interrogées ont émis des accusations détaillées contre l'ex-président, affirmant qu'il forçait ou contraignait de jeunes femmes à avoir des relations sexuelles avec lui. Certaines touchaient un salaire de l'Etat et travaillaient à la State House comme « protocol girls ». D'anciens responsables ont rapporté que Jammeh et ses subordonnés donnaient de l'argent et des cadeaux à ces femmes, leur promettant des bourses d'études et d'autres privilèges – de fortes incitations matérielles dans l'un des pays les plus pauvres du monde. D'après les témoins, les résidences du président ont été le théâtre de relations sexuelles tant consenties que non consenties.

TRIAL International est une organisation non-gouvernementale qui lutte contre l'impunité des crimes internationaux et soutient les victimes dans leur quête de justice. TRIAL International adopte une approche innovante du droit, ouvrant un chemin vers la justice pour les survivants de souffrances indicibles. L'organisation offre une assistance juridique, saisit la justice, développe les capacités des acteurs locaux et plaide en faveur des droits humains.

Contact médias:
Jean-Marie Banderet
media@trialinternational.org
+41 79 192 37 44
www.trialinternational.org
@trial

Le régime de Jammeh a été caractérisé par des [abus généralisés](#), notamment des disparitions forcées, des exécutions sommaires, des violences sexuelles, des tortures et des détentions arbitraires. En tant que Président, Jammeh campait officiellement un personnage pieux, prêchant, sermonnant et [prétendant pouvoir traiter le VIH](#) et guérir les malades. En mars 2019, une commission officielle gambienne ainsi que l'Organized Crime and Corruption Reporting Project, une plateforme de journalisme d'investigation, ont accusé Jammeh d'avoir soutiré près d'un milliard de dollars US des caisses de l'État.

Les trois femmes accusent Jammeh et ses collaborateurs d'avoir recouru à la coercition, à la tromperie et la violence ainsi qu'à des représailles lorsque les femmes refusaient ses avances.

En 2014, Toufah Jallow, qui avait 18 ans à l'époque, a été élue « reine » du principal concours de beauté organisé par l'État. Jammeh en faisait l'éloge, le décrivant comme un moyen pour les filles de « prendre leur vie en main ». En six mois, raconte la jeune femme, le président lui a remis un prix de 1 250 USD et l'a couverte de cadeaux. Il a notamment fait installer l'eau courante dans la maison de sa famille située dans la périphérie de Banjul. Il lui a également proposé un poste de « protocol girl », offre qu'elle a déclinée. Enfin, il l'a demandé de l'épouser, ce qu'elle a également refusé. Un jour, alors que les collaborateurs du président venaient de la conduire à la State House sous prétexte qu'elle devait assister à une récitation du Coran marquant le début du Ramadan, Jammeh l'a enfermée dans une pièce et lui a dit : « Il n'y a aucune femme que je veuille et que je ne puisse pas avoir. » D'après son récit, il l'a alors frappée, lui a injecté une substance puis l'a violée. Plusieurs jours après, Toufah Jallow s'est enfuie au Sénégal voisin.

Jammeh est par ailleurs accusé d'avoir recruté personnellement des « protocol girls » qu'il a ensuite harcelées sexuellement. Selon les anciens responsables interrogés et les deux femmes qui travaillaient comme « protocol girls », Jammeh et ses assistants offraient à ces femmes, outre un salaire versé par l'Etat, des cadeaux, de l'argent et des privilèges, à condition qu'elles acceptent d'avoir des relations sexuelles avec lui. Parfois elles étaient chargées de fonctions officielles, comme servir à boire, dactylographier des documents ou préparer des réunions, mais leur véritable rôle consistait à être à disposition du président pour coucher avec lui. Ces femmes l'accompagnaient lors de ses fréquents séjours prolongés à Kanilai, son village natal. Certaines voyageaient à l'étranger avec lui, avaient l'obligation d'habiter près de la State House par commodité pour le président, n'avaient pas le droit de quitter les lieux sans autorisation et étaient dissuadées d'avoir un petit ami. Un ancien proche collaborateur du président estime que Jammeh « sélectionnait lui-même ces jeunes femmes pour assouvir ses fantasmes sexuels ».

L'une d'elles, « Anta », a déclaré que Jammeh l'avait repérée lors d'un évènement public. D'après son récit, des collaborateurs du président l'ont embauchée comme salariée du service du protocole et Jammeh a offert de coûteux cadeaux à ses parents indigents. La jeune femme rapporte que la première fois que Jammeh a exigé d'avoir des relations sexuelles avec elle, elle lui a opposé un refus, mais il lui a répondu qu'il « soutenait [sa] famille et pouvait arrêter de le faire à tout moment ». À une autre occasion, après l'avoir fait venir pour avoir des relations intimes avec elle, le président lui a déclaré qu'elle ne devait en parler à personne, sous peine d'« en subir les conséquences ».

Une autre « protocol girl », « Bintu », a déclaré que Jammeh lui avait proposé une bourse pour étudier aux États-Unis. Lorsqu'elle a refusé d'avoir des relations sexuelles avec lui, il s'est mis en colère et l'a renvoyée. Selon elle, Jammeh a alors ordonné à son chef du protocole de l'empêcher de se rendre à l'ambassade américaine pour l'entretien préalable à l'obtention d'un visa et a mis fin à son contrat à la State House. Il a également annulé son offre de bourse d'études.

Les témoignages des trois femmes et de plusieurs responsables ont identifié Jimbee Jammeh, une cousine du président, comme la personne chargée de superviser les « protocol girls » et de l'approvisionner en nouvelles femmes. Les trois femmes ont décrit un procédé similaire : elle se liait d'amitié avec elles, les appelait, puis chacune a été conduite à la State House et présentée à Jammeh. Dans les trois cas, Jimbee est restée avec les filles dans la chambre du président, avant de les laisser seuls. Jimbee Jammeh est partie en Guinée équatoriale avec Yahya Jammeh.

L'exploitation sexuelle de femmes par Jammeh était connue parmi ses proches. Cinq anciens responsables ont déclaré qu'il leur avait ordonné, ainsi qu'à d'autres, d'obtenir les numéros de téléphone des femmes qu'il repérait. Ils rapportent aussi qu'ils voyaient par la suite certaines de ces femmes quitter les appartements de Jammeh avec de l'argent. Des collaborateurs de Jammeh ont témoigné que ce dernier avait également des relations sexuelles avec des militaires chargées de sa protection rapprochée ainsi qu'avec d'autres fonctionnaires à son service.

Human Rights Watch et TRIAL International ont également rencontré une quatrième femme, Fatoumatta Sandeng, qui était une chanteuse connue en 2015. Sans avoir jamais eu de contact direct avec Jammeh, elle a rapporté que cette année-là, les collaborateurs de Jammeh l'avaient forcée à se rendre dans le village du président, sans doute, estime-t-elle, pour la piéger en vue d'abus sexuels. Fatoumatta est la fille d'un leader de l'opposition gambienne, Solo Sandeng, dont le meurtre en garde à vue en 2016 a galvanisé l'opposition contre Jammeh. Elle a déclaré qu'on lui avait ordonné de rendre visite seule au président à Kanilai, qu'on l'avait empêchée de quitter son hôtel pendant trois jours, mais qu'elle avait finalement été autorisée à partir.

Sandeng est désormais porte-parole de la « Campagne pour traduire Yahya Jammeh et ses complices en justice » ([#Jammeh2Justice](#)), qui appelle à traduire en justice Jammeh ainsi que les principaux responsables des crimes commis pendant qu'il était au pouvoir.

Adama Barrow, le président gambien, a déclaré que la Gambie attendrait le rapport de la TRRC avant d'adresser une éventuelle demande d'extradition de Jammeh à la Guinée équatoriale. Le gouvernement du Ghana, quant à lui, étudie actuellement la possibilité de rouvrir son enquête sur le massacre, commis en Gambie en juillet 2005, d'environ 56 migrants, dont 44 Ghanéens, suite à un rapport publié en mai 2018 par Human Rights Watch et TRIAL International. Ce rapport a révélé que les migrants avaient été assassinés par les « Junglers », un escadron de la mort sous les ordres de Jammeh.

Les audiences publiques de la TRRC, largement suivies en Gambie, se sont déjà traduites par de multiples révélations, y compris par des déclarations selon lesquelles Jammeh aurait [directement ordonné des meurtres](#). La TRRC prévoit d'organiser des séances consacrées aux violences sexuelles. Elle a encouragé des femmes à livrer leur témoignage « selon des modalités préservant leur sécurité et leur dignité et les protégeant de la stigmatisation et des représailles ».

« Ces femmes ont un courage immense et ont brisé la culture du silence. Il est important que la commission vérité et réconciliation et le gouvernement leur offrent la possibilité d'obtenir réparation et justice », a déclaré Marion Volkmann-Brandau, la principale enquêteuse ayant travaillé sur ce projet pour Human Rights Watch et TRIAL International. « Il est temps que la 'honte' change de camp. »

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

À Dakar, pour Human Rights Watch, Reed Brody (anglais, français, espagnol, portugais)
+1-917-388-6745 (mobile, WhatsApp) ou +221-77-775-31-08
brodyr@hrw.org
Twitter : [@reedbrody](#)

À Dakar, pour Human Rights Watch et TRIAL International, Marion Volkmann-Brandau (anglais, français, allemand)
+221-77-680-05-08
marionvolkmann@gmail.com
Twitter : [@MarionVolkmann](#)

TRIAL International est une organisation non-gouvernementale qui lutte contre l'impunité des crimes internationaux et soutient les victimes dans leur quête de justice. TRIAL International adopte une approche innovante du droit, ouvrant un chemin vers la justice pour les survivants de souffrances indicibles. L'organisation offre une assistance juridique, saisit la justice, développe les capacités des acteurs locaux et plaide en faveur des droits humains.

Contact médias:
Jean-Marie Banderet
media@trialinternational.org
+41 79 192 37 44
www.trialinternational.org
 [@trial](#)

Pour davantage de détails, veuillez lire ci-dessous.

FATOU (TOUFAH) JALLOW Alors qu'elle était étudiante en art dramatique, Toufah Jallow a été sélectionnée pour le concours de beauté « du 22-Juillet » (du nom du coup d'État de Jammeh) organisé par le ministère gambien de l'Éducation nationale en décembre 2014. Le concours se tenait devant un public composé de ministres du gouvernement, de médias, de membres de sa famille et d'amis. Il était diffusé en direct à la télévision nationale. Cette année-là, Jallow a été élue « reine de beauté ».

« Aucune somme n'était fixée [pour le prix remporté] », raconte Toufah Jallow. « Cela dépendait de l'humeur du président. » Jallow explique que peu après le concours, elle a reçu un coup de téléphone de Jimbee Jammeh, la cousine du président, lui demandant d'assister à un événement à la State House. Elle a essayé de décliner, mais Jimbee a insisté et ordonné à ses collègues d'appeler la famille de la jeune femme.

Lors de sa première rencontre avec Jammeh, à laquelle les autres candidates avaient également été conviées, il s'était montré « très jovial, plaisantant sur les différentes ethnies », témoigne-t-elle. « Il a affirmé que l'objectif de la compétition était de nous permettre de prendre notre vie en main. Il nous a enjoint d'attendre avant de nous marier et de devenir femmes au foyer. Il a dit : 'Sinon je l'apprendrai, et je ne serai pas content !' » Elle a déclaré que Jimbee lui avait donné, ainsi qu'à la première dauphine, 50 000 GMD (environ 1 250 USD en 2015). Cette rencontre a été suivie d'un entretien officiel retransmis sur la chaîne de télévision nationale, en présence de plusieurs ministres, au cours duquel les candidates se sont vu remettre de l'argent, un ordinateur Mac et un iPhone. Ce n'est que plus tard qu'elle s'est rendue compte que ses déplacements pouvaient être suivis à son insu via le téléphone.

Afin d'obtenir des financements, les femmes devaient présenter un projet caritatif au ministère de l'Éducation nationale. Le projet de Toufah Jallow consistait à impliquer une communauté locale dans un projet de théâtre destiné à trouver des solutions pour endiguer la pauvreté. Jallow raconte que Jimbee Jammeh l'a appelée à plusieurs reprises pour qu'elle achève son projet, puis l'a invitée à la State House pour en discuter avec elle. « Jimbee ne m'avait pas avertie que je rencontrerais le président », a déclaré Jallow. C'est à cette occasion qu'elle a rencontré Jammeh en privé pour la première fois et a eu une agréable conversation avec lui pendant que Jimbee s'affairait à proximité. Après plus d'une heure, Jimbee « a apporté un écrin avec une chaîne en or à l'intérieur. Elle m'a dit : 'C'est un cadeau de notre part. Mais tu mérites bien plus, tu es vraiment extraordinaire' ».

Toufah Jallow se rappelle qu'une semaine plus tard, Jimbee Jammeh lui a rendu visite chez elle. Jimbee lui a passé Yahya Jammeh au téléphone, qui lui a dit : « Jimbee me raconte que vous n'avez pas l'eau courante chez vous... Je vais lui dire d'arranger ça. » Peu après, la société nationale d'État a installé l'eau courante dans la maison. A une autre occasion, Jimbee Jammeh a également acheté des meubles coûteux pour la famille de Toufah Jallow.

Lors de sa deuxième rencontre privée avec le président Jammeh, ils ont dîné dans ses appartements avec Jimbee Jammeh. Toufah Jallow raconte que le président Jammeh lui a dit qu'elle était belle et lui a demandé si elle n'avait jamais pensé à se marier. Elle a répondu qu'elle n'avait que 18 ans. Selon ses souvenirs, il lui a alors rétorqué qu'il n'y avait rien de mal à se marier à un homme qui pouvait subvenir à ses besoins et lui a demandé si elle avait un petit ami. Elle se rappelle d'avoir ri, lui demandant : « Est-ce qu'on est censé parler de ça ? » Il a insisté pour savoir qui était son petit ami, rapporte la jeune femme, mais elle n'a pas répondu. Il lui a alors déclaré : « Tu sais, je suis le président, je peux tout découvrir », avant d'ajouter : « J'ai une surprise pour toi ». Il s'agissait d'argent, que Jimbee lui remit pour son projet.

Un autre collaborateur du président lui apporta 50 000 GMD supplémentaires, « pour avoir pris la peine de venir ici et d'attendre ». Puis Jammeh lui a dit : « Franchement, je ne peux pas faire traîner ça plus longtemps. Je veux t'épouser. ». Jallow raconte avoir demandé : « Mais

pourquoi? Vous avez quoi, trois fois mon âge ? Vous avez l'âge de mon père. Ce n'est pas parce que c'est vous, simplement je ne suis pas prête. » Jammeh lui a alors répondu : « Tu es peut-être un peu surprise maintenant, tu me répondras plus tard. » Ce fut la fin de l'entretien.

Jallow a rapporté que le lendemain, Jimbee Jammeh l'a emmenée visiter des villas, lui disant que le président était prêt à lui en offrir une ainsi qu'une voiture. Jimbee lui aurait alors dit : « Il t'a demandé quelque chose hier, eh bien, lorsque cela deviendra possible, tout ça sera à toi. » Puis elle a changé de ton, se remémore Jallow, et lui a lancé : « Qu'est-ce qui ne tourne pas rond chez toi ? Qui donc a une opportunité pareille ? » Suite à cela, Toufah Jallow a bloqué le numéro de Jimbee, mais s'inquiétait d'être suivie.

Elle a expliqué qu'en juin 2015, Jimbee Jammeh lui avait dit qu'en tant que reine, elle devait se rendre à la State House pour une cérémonie religieuse marquant le début du Ramadan. Elle a pensé que les autres finalistes seraient là également, mais Jimbee l'a amenée dans une pièce où Yahya Jammeh est apparu peu après, avant de l'enfermer dans une pièce adjacente.

« Il m'a dit : 'Aucune femme ne m'a jamais rejeté. Alors toi, tu te prends pour qui ?' », raconte Jallow. « Son visage avait changé, ses yeux étaient injectés de sang, il était très différent de l'homme qu'il avait été auparavant. Il a dit : 'Aucune femme ne me rejette. Tu penses t'en tirer à si bon compte ?' » À ce moment-là, il l'a giflée, et elle est tombée sur une chaise. « Il hurlait : 'Ça aurait pu être si bien, car j'étais amoureux de toi, mais tu as voulu te la jouer féministe avec moi !' » Elle se rappelle d'avoir hurlé avant qu'il ne la gifle à nouveau, lui ordonnant de se taire. Puis lui a injecté une substance dans le bras au moyen d'une seringue.

Toufah Jallow a tenté d'atteindre la porte, mais il l'a prévenue : « Si tu fais un seul mouvement, je te tue de mes mains. » Puis il a relevé sa robe, a-t-elle déclaré, et lui a dit : « On va bien voir si tu es vierge. » Il a frotté son sexe contre sa tête et se touchait le sexe pour se stimuler, a-t-elle confié. Elle a hurlé qu'elle était en train de mourir. Il a répondu : « Mais non, on n'en meurt pas, c'est très agréable. » Il lui a alors immobilisé les mains et l'a violée, avant qu'elle ne perde connaissance. Lorsqu'elle s'est réveillée, Jammeh lui a ordonné : « Va-t'en d'ici ! » Alors qu'elle s'enfuyait, un des collaborateurs du président nommé King Papa lui a dit : « C'est le président et nous ferons tout pour le protéger. »

Quelques jours plus tard, Jallow s'est enfuie au Sénégal. Après avoir rencontré Amnesty International, Article 19 et diverses agences des Nations Unies, elle a obtenu l'asile dans un pays tiers, où elle vit à ce jour.

« **ANTA** » a déclaré qu'à l'âge de 23 ans, elle a subi des pressions pour devenir une « protocol girl » après que Yahya Jammeh l'a repérée lors d'un événement public. D'après son récit, Jammeh lui a promis une bourse d'étude puis lui a offert un nouveau smartphone :

« Un jour, Jimbee [Jammeh] m'a demandé de l'accompagner dans la pièce où se trouvait Son Excellence. Quand je suis arrivée, deux sœurs de Jimbee étaient là aussi. On m'a demandé de m'asseoir à côté du président et il s'est mis à caresser mon corps. Quand je lui ai demandé d'arrêter, il m'a dit que je ne devais pas oublier qu'il soutenait ma famille et qu'il pouvait arrêter de le faire à tout moment. Je me suis tue et ensuite Son Excellence nous a donné 100 000 GMD (2 500 USD) à partager entre-nous, les femmes.

Quelques jours plus tard, Jimbee m'a amenée dans la chambre du président, m'expliquant que nous devions le masser. Il a tendu son pied à Jimbee, moi je devais m'occuper de ses mains. Nous l'avons massé un moment puis Jimbee nous a laissés

seuls dans la chambre et il a commencé à me déshabiller et à dire qu'il était amoureux de moi, qu'il ferait n'importe quoi pour moi et ma famille, mais que je ne devais le dire à personne, car si je le faisais, j'en subirais les conséquences. J'ai pensé que je n'avais pas le choix. Ce jour-là, il a eu des relations sexuelles non protégées avec moi, ce qui m'a mise très mal à l'aise.

Un mois plus tard, Jimbee m'a demandé de m'installer à la State House. Je ne voulais pas, mais elle est venue chez moi avec un garde du corps pour récupérer mes affaires de force, en me disant que je viendrais, que ça me plaise ou non, car c'était la décision du président, donc je ne pouvais pas désobéir. À la State House, on n'avait pas de vie. Je n'avais le droit de sortir qu'avec Jimbee ou si le lendemain était un jour de congé – et même dans ces cas, j'étais uniquement autorisée d'aller voir ma mère.

Une autre fois, j'ai été appelée en pleine nuit. Vers 1 ou 2 heures du matin, mon téléphone a sonné et Jimbee m'a dit de venir immédiatement à la State House car le président voulait me voir. Lorsque je suis arrivée, Jimbee m'attendait. Au bout d'un moment, Jammeh est arrivé et m'a dit de le suivre. Il m'a emmenée dans une chambre et j'ai dû coucher avec lui. »

« **BINTU** » a témoigné que Jammeh l'avait agressée sexuellement alors qu'elle était une « protocol girl » de 22 ans :

« Il [Yahya Jammeh] m'a offert un emploi à la State House comme employée au service du protocole. Il m'a dit que je pouvais choisir une université à l'étranger et qu'il paierait ma bourse d'études. Je voulais étudier aux États-Unis.

Les « protocol girls » préparaient les réunions. Lorsque les invités étaient là, nous leur servions à boire. C'est seulement pour préparer les grands événements (anniversaires, célébrations) que nous travaillions réellement, nous dactylographions des lettres et des invitations. Mais la plupart du temps, nous n'avions pas grand-chose à faire, on ne nous donnait pas beaucoup de tâches car nous étions les « filles du président ».

Chaque fois que le président allait à Kanilai, les « protocol girls » partaient avec lui. Parfois nous restions là-bas un mois entier.

[À Kanilai, la nuit, Jammeh] nous faisait toutes venir dans sa maison. Quand nous étions toutes rassemblées dans un salon, ou sur la véranda, Jimbee allait dans sa chambre puis appelait une fille qui devait entrer dans ses appartements privés. Les autres restaient assises à attendre. Beaucoup de filles ont été appelées [elle nomme plusieurs femmes], parfois même des filles que nous ne connaissions pas. Toutes les filles savaient que lorsqu'une fille était appelée, c'était pour coucher avec lui. Certaines voulaient le faire. Elles se sentaient honorées ou voulaient de l'argent. Moi, je croisais toujours les doigts pour qu'il ne m'appelle pas. Parfois, il faisait venir tout le monde à l'intérieur et nous regardions la télé. C'était plus agréable.

Certaines filles qui ont été appelées se sont confiées à moi. « Anta », par exemple. Elle m'a dit qu'il avait abusé d'elle.

Le président n'utilisait pas de protection, alors c'était risqué. Je sais que certaines filles sont tombées enceintes – j'en connais au moins deux. Lorsque ça arrivait, elles étaient renvoyées.

Quand il avait une aventure avec une femme, il la traitait comme une chose qui lui appartenait. Parfois la femme recevait une maison et une voiture, mais il fallait qu'elle accoure à chaque fois qu'il voulait coucher avec elle. Alors, beaucoup en avaient marre.

Mais quand l'aventure était terminée, il reprenait tout.

Pendant l'une des tournées nationales du président, Sanna Jarju, le chef du protocole, a voulu que j'aie demandé le nom et le numéro d'une fille. Il m'a dit que c'était une ancienne camarade de classe – mais j'ai compris plus tard que c'était pour le président. Plus tard, j'ai vu cette fille à Kanilai.

Pendant une autre tournée, à Basse, Jammeh a repéré une fille au teint clair dans la foule. Il s'est approché d'elle. Le lendemain matin, je l'ai vue sortir de chez lui, une grosse enveloppe à la main. Le président donnait de l'argent à Jimbee, elle prenait sa part et donnait le reste à la fille.

Il est malin, il est très gentil avec les filles, prend son temps, puis il passe à l'attaque.

C'est ce qui m'est arrivé à Kanilai. Nous étions toutes là comme d'habitude. Ce soir-là, Jimbee m'a appelée et m'a dit de la suivre dans les appartements privés du président. Il m'a demandé de me déshabiller. Il m'a dit que j'étais jeune et que j'avais besoin de protection, donc qu'il voulait m'enduire d'eau spirituelle. Nous sommes allés dans la salle de bain et je me suis déshabillée. Je me souviens que j'ai dit : « Ça ne fait rien, vous êtes comme mon père. » Jimbee était là.

Le lendemain, le président m'a fait venir à nouveau. Dans son appartement privé, il m'a demandé de me déshabiller, puis a voulu faire des choses inappropriées. Il a commencé à toucher mon corps. Moi, j'étais trop jeune pour ça. J'ai commencé à pleurer. Le président s'est énervé et Jimbee lui a dit que je pleurais parce que j'étais timide. Mais j'ai répondu que non, ce n'était pas par timidité, mais parce que c'était inconvenant. Il s'est mis en colère et m'a mise dehors.

Le lendemain, on m'a ordonné de partir. C'était un samedi. Le lundi, je devais aller à l'ambassade des États-Unis pour l'entretien en vue de l'obtention du visa. J'avais été admise dans une université américaine et Jammeh avait promis de financer ma bourse d'études. Mais il a appelé Sanna Jarju et l'a chargé de me dire que je ne devais pas y aller. Mon contrat à la State House a été résilié et ma bourse d'études annulée. »

FATOUMATTA SANDENG En 2015, Fatoumatta Sandeng a reçu un coup de téléphone de Jimbee Jammeh qui lui a dit : « Le président a besoin de vous demain. » D'après Sandeng, Jimbee a insisté sur le fait qu'elle devait venir seule et non pas, comme elle le proposait, avec les autres membres de son groupe de musique ou son manager. Elle raconte qu'elle a d'abord refusé, mais qu'ensuite elle a reçu un appel du chef du protocole, Sanna Jarju, qui lui a dit que c'était un « ordre » et répété qu'elle devait venir seule.

Sandeng a été conduite à Kanilai par le même homme qui avait amené Toufah Jallow, « Anta » et « Bintu ». Pendant les trois jours suivants, raconte-t-elle, Jimbee l'a empêchée de quitter l'Hôtel Sindola de Kanilai, tandis que sa rencontre avec Jammeh était reportée. Le quatrième jour, Jammeh devait se rendre à un enterrement, alors Jimbee lui a remis 50 000 GMD (1 250 USD) et l'a laissée partir, contre la promesse qu'elle reviendrait. « En y repensant, j'ai eu de la chance de pouvoir m'enfuir et d'échapper au sort que d'autres femmes ont subi », conclut-elle. |